

LES MASQUES TOMBENT....

Le 20 novembre 1997, à Luxembourg, la C.E.S. tenait un «*forum*» dans les locaux mêmes de l'*Union européenne* au cours duquel fut distribué un opuscule dans lequel on pouvait lire:

«Le corporatisme ou le néo-corporatisme peuvent être définis comme une structure politique correspondant à un stade avancé du capitalisme, qui intègre tout à la fois les intérêts économiques et sociaux à travers la représentation et la coopération entre les différents leaders, ainsi qu'à travers la mobilisation et le contrôle social dans leur propre domaine».

Rappelons que le corporatisme est partie intégrante de la doctrine sociale de l'Église et fut expérimenté notamment au Portugal pendant la dictature de Salazar et en Espagne sous celle de Franco.

Mais l'idéologie corporatiste fut surtout à la base même des *Accords du Latran* conclus en 1929 entre l'Italie fasciste et le Vatican par lesquels ces deux puissances se reconnaissaient - mutuellement. L'idéologie corporatiste était également à la base de *Charte du Travail* de Vichy. Pendant plusieurs décennies, les sociaux chrétiens avaient banni le mot corporatiste (auxquels ils avaient substitué «l'autogestion») de leur vocabulaire. Apparemment, grâce à l'Europe «communautaire», ils se sentent suffisamment sûrs d'eux-mêmes pour ne plus s'embarrasser de précautions oratoires.

Mais le pluralisme syndical, c'est-à-dire la liberté pour le travailleur de choisir ou de construire son syndicat, est incompatible avec le «corporatisme» et son «principe de subsidiarité» qui prétendent réduire le rôle du syndicat à celui d'une «courroie de transmission» entre la bureaucratie totalitaire de Bruxelles et les travailleurs!

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que les hommes de la «Commission de Bruxelles» et leurs collaborateurs en France multiplient les efforts en vue d'obtenir une représentation syndicale unique (R.S.U.) qui jouerait le rôle dévolu aux syndicats officiels dans les régimes totalitaires. Pour obtenir ce résultat, tous les moyens sont bons et une campagne de dénigrement des organisations syndicales et de leurs militants (notamment une campagne ignoble contre Marc Blondel et la C.G.T.F.O.) est orchestrée sur une grande échelle.

Mais, comme il fallait s'y attendre, cette campagne fait long feu et l'offensive pour «l'unité», c'est-à-dire le syndicat unique intégré aux institutions européennes, va, nécessairement, prendre le relais. Et, pour ce sale boulot, on peut compter sur le concours de l'appareil des ex-staliniens, il est vrai, orfèvres en la matière. Déjà, sur le plan politique, certains, tel Fiterman, se prononcent pour un «Congrès de Tours à l'envers».

Sur le plan syndical, où les choses sont moins faciles, on peut cependant noter quelques symptômes alarmants. Viannet multiplie les actes d'allégeance à la C.E.S. et ne manque jamais une occasion de s'afficher avec Nicole Notat, à l'égard de laquelle il fait preuve d'une exquise courtoisie, pendant que Hue se fait acclamer par les congressistes «socialistes» à Brest.

Quant à F.O., on assiste parfois à un changement de ton qui pourrait bien annoncer, si on n'y prend garde, des «révisions déchirantes». F.O. HEBDO du 15 octobre 97 publie une «bio» de FRACHON qui, le moins qu'on en puisse dire, témoigne d'une faculté d'oubli remarquable!! Ainsi, pour l'organe de la C.G.T.F.O., Frachon n'était pas «l'anti-Jouhaux... présenté par les communistes les plus obtus». En 1934, il est pour «un Front Unique Ouvrier»... En 1936, il «combat le courant Belin qui finira pétainiste»... Quant au Pacte germano-soviétique, «il dit le mal comprendre sans toutefois le condamner»... Et en 1945, «il lie la bataille de la production à l'amélioration de la condition ouvrière»... Tel quel!!!

Quant aux procès de Moscou, à la répression de Berlin Est ou à celle des événements de Hongrie et de Tchécoslovaquie, nul ne saura ce qu'en pensait Frachon ... «*qui finira* (le pauvre !) par avaler toutes les couleuvres d'un "thorézisme vieillissant"». Dans ces conditions, on est en droit de se demander si ceux, qui, en 1947, firent scission pour échapper à la tutelle stalinienne sur la C.G.T. et «continuer» la vieille C.G.T. ont eu raison? Et, plus sérieusement, on peut également se demander si, entre Européens ex-staliniens de la C.G.T. et Européens plus ou moins Jospinistes de la C.G.T.F.O., il n'existerait pas, déjà, quelques passerelles?

De ce point de vue, on ne peut que s'interroger sur la signification de propos tenus récemment à Marseille par «*un proche de Marc Blondel*». Selon le *Provençal* du 22 septembre 97, ce camarade aurait affirmé: «à titre personnel» avant de préciser que l'objectif pourrait bientôt être affiché: «*je travaille à la reconstitution d'une grande C.G.T. qui ne sera pas celle de Montreuil*»... Qu'est-ce à dire?

Alexandre HÉBERT.
